

A (0) – La naissance d'un monde bipolaire(1945-1947)

- Comprendre les origines de la guerre froide et la montée progressive des tensions entre les anciens Alliés.
- Percevoir le tournant de 1947 et le rôle de dirigeants comme Truman et Staline dans la rupture.
- Maîtriser la notion de « monde bipolaire ».

- Q° 1 p. 17

> Du 4 au 11 février 1945, Winston Churchill (pour le Royaume-Uni), Franklin D. Roosevelt (pour les États-Unis) et Joseph Staline (pour l'URSS) se rencontrèrent à Yalta, au bord de la Mer Noire, en Crimée, pour adopter une stratégie commune afin de mettre un terme à la guerre et pour préparer le nouvel ordre mondial de l'après-guerre.

- Q° 2 p. 17

> Ces chefs d'État sont à la tête des trois principales puissances en guerre contre l'Allemagne nazie. Le Royaume-Uni, seul à affronter l'Allemagne après la défaite de la France en juin 1940, a en effet été rejoint par l'URSS et les États-Unis en 1941. Les dirigeants de ces trois pays se sont déjà rencontrés du 28 novembre au 1er décembre 1943 à Téhéran. Ces rencontres au plus haut niveau visent à coordonner l'action des trois pays dans la guerre contre l'Allemagne.

Commentaire : Les conférences de Yalta et de Postdam (1945)

Lors de la conférence de Yalta, en février 1945, il n'y a pas eu de « partage du monde » entre les trois Grands. Staline a certes obtenu la reconnaissance informelle d'une zone d'influence soviétique en Europe de l'Est, mais, en échange, il s'est engagé à ce que des élections libres soient organisées dans les territoires libérés par l'Armée Rouge. Par ailleurs, l'URSS a accepté la création de l'ONU et s'est engagée à entrer en guerre contre le Japon trois mois après la capitulation allemande. Enfin, il est prévu d'occuper durablement l'Allemagne une fois la victoire obtenue sur le Reich. À Postdam (près de Berlin), en juillet 1945, le climat est plus tendu entre les Alliés occidentaux et les Soviétiques. La carte politique de l'Europe orientale est remaniée. L'URSS obtient le détachement du territoire allemand de la Prusse orientale (la partie Nord, autour de Königsberg, est annexée par l'URSS, la partie Sud est remise à la Pologne). L'URSS

impose la « ligne Curzon » comme frontière orientale de la Pologne. A l'ouest, la Pologne administre tous les territoires allemands à l'Est de la ligne Oder-Neisse. Le statut de l'Allemagne est débattu. Partagée en quatre zones d'occupation, l'Allemagne reste administrée de façon collégiale par les vainqueurs grâce aux mécanismes de contrôle quadripartite. Un accord est trouvé autour de principes communs pour l'occupation, tels que la dénazification, le désarmement, la démilitarisation et la décartellisation de l'Allemagne.

- Q° 3 p. 17

> L'Allemagne est divisée en quatre zones d'occupation après la capitulation de l'armée allemande le 8 mai 1945. Il ne s'agit toutefois pas d'un démembrement de l'Allemagne. L'unité est maintenue par le biais du Conseil de contrôle quadripartite, réunissant les commandants en chef des quatre zones d'occupation. Berlin est elle-même divisée en quatre zones (avec une « kommandantura » commune). Cependant, les tensions entre les alliés occidentaux et les Soviétiques vont conduire dès 1946 à un dysfonctionnement des mécanismes quadripartites. La naissance de la bizonie en 1947, puis de la trizonie en 1948 sont le prélude à la naissance de la RFA et de la RDA en 1949.

Berlin reste une brèche dans le rideau de fer jusqu'en 1961, date de la construction du Mur (puisque'il est possible jusque là de circuler entre les zones occidentales et la zone soviétique).

- Q° 4 p. 17

> L'expression « rideau de fer » est popularisée par Churchill, ancien premier ministre britannique, qui l'utilise lors d'un discours à l'université de Fulton (Missouri) le 5 mars 1946. Cette expression est d'abord une métaphore, qui renvoie à l'enfermement dont seraient victimes les populations d'Europe de l'Est sous l'influence de l'URSS depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle correspond aussi à une réalité, à savoir la diminution progressive des échanges entre les pays d'Europe orientale et ceux d'Europe occidentale. À la fin des années 1940, la frontière entre ces deux Europe devient de moins en moins franchissable. Cela se matérialise différemment selon les lieux : lignes de barbelés, miradors, champs de mine, mur (dans le cas de Berlin à partir de 1961).

- Q° 5 p. 17

➤ *Les discours de Truman en mars 1947 et de Jdanov en septembre 1947 sont des points de rupture car ils manifestent ouvertement les tensions qui existaient depuis 1946 entre les États-Unis et l'URSS. Le président américain Truman développe ainsi la théorie de l'endiguement (ou containment) qui vise à stopper l'expansion communiste dans le monde par différents moyens (d'abord économiques – ce sera le plan Marshall en Europe de l'Ouest). Jdanov répond au discours de Truman en désignant les États-Unis comme une puissance impérialiste, c'est-à-dire hostile à l'URSS. Son analyse manichéenne (opposant deux camps : les impérialistes et les anti-impérialistes) renforce la bipolarisation du monde et tend à durcir le conflit entre les deux Grands.*

- Q° 6 p. 17

➤ *1947 est l'année de la rupture sur le plan politique entre les États-Unis et l'URSS. Les divergences s'expriment désormais au grand jour. En mars 1947, le président américain Truman présente les États-Unis comme les défenseurs du « monde libre » et propose des moyens concrets pour contenir l'expansion communiste en Europe. Ce sera le plan Marshall, annoncé en juin 1947.*

Il s'agit d'une aide financière massive pour aider les pays européens à se reconstruire. Les pays d'Europe de l'Est sont contraints par l'URSS de refuser cette aide. Le camp communiste s'organise lui aussi. Jdanov, bras droit de Staline, dénonce en septembre 1947 « l'impérialisme américain », entraînant un durcissement des relations Est-Ouest.

- Q° 7 p. 17

➤ *En 1948-1949, Berlin est le théâtre de la première crise grave de la guerre froide. En juin 1948, Staline utilise en effet le prétexte de l'introduction d'une nouvelle monnaie dans les zones occidentales de Berlin (le Deutsch Mark) pour bloquer les accès entre Berlin-Ouest et l'Ouest de l'Allemagne. Les Américains réussissent à contrer l'initiative de Staline en organisant un pont aérien qui ravitaille Berlin-Ouest quotidiennement entre juin 1948 et mai 1949. À l'issue de cette crise, le quadripartisme a définitivement vécu. Deux États allemands naissent en 1949 : la République Fédérale d'Allemagne (RFA) à l'Ouest, la République Démocratique allemande (RDA) à l'Est.*

La menace soviétique a également incité les Européens à demander en 1949 aux Américains la création de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), alliance politique et militaire réunissant les pays d'Europe occidentale et les États-Unis.

- Sous la forme que vous choisirez (carte mentale conseillée), extraire le plan très détaillé du cours p. 17.

B (O) – Deux modèles politiques et économiques concurrents

- Montrer les différentes dimensions de la guerre froide : un conflit militaire, politique, économique, culturel et social.
- Distinguer deux modèles de société que tout oppose : le communisme à l'Est, la démocratie libérale à l'Ouest.
- Introduire une lecture critique des documents qui relèvent de la propagande de l'un ou l'autre des deux camps.

- Q° 1 p. 19

> D'après l'article 1 de la constitution adoptée le 5 décembre 1936 (aussi connue sous le nom de « Constitution Staline »), l'URSS est définie comme un « État socialiste des ouvriers et des paysans ». Ces deux classes sociales, représentées à travers le marteau et la faucille sur le drapeau soviétique, sont les piliers du régime. Les articles 4 et 6 de la Constitution définissent les principes d'une économie collectiviste, c'est-à-dire dans laquelle les moyens de production (usines, banques, fermes, transports, mines, etc.) sont la propriété collective des citoyens. Dans les faits, c'est l'État qui administre l'ensemble de l'économie et fixe des objectifs dans le cadre d'une stricte planification de la production. Ce système se veut à l'opposé du système capitaliste (qui se base sur la propriété privée des moyens de production). La valeur travail est mise en avant dans l'article, les travailleurs les plus productifs étant récompensés (cf. stakhanovisme).

- Q° 2 p. 19

> Cette image correspond à la Une de la revue satirique Krokodil, publiée en URSS le 30 octobre 1949. Cette Une paraît aux lendemains de la naissance de la RDA et de la République populaire de Chine (au début du mois d'octobre). Les drapeaux de ces deux pays figurent aux deux extrémités en haut de l'image. Cette image de propagande

prosoviétique met en avant l'unité du camp socialiste, à travers les drapeaux des différents pays qui ont adopté un régime communiste (de gauche à droite : RDA, Pologne, Tchécoslovaquie, URSS, Bulgarie, Hongrie, Albanie, Roumanie ; en haut à droite : Chine, Corée, Mongolie). Le drapeau de l'URSS domine les autres, ce qui ne laisse aucun doute sur l'identité du leader au sein du camp communiste. Le texte au centre de l'image souligne que ces pays sont unis derrière les idéaux de la révolution d'octobre 1917. En bas de l'image figurent en ombres chinoises des représentants du monde capitaliste (reconnaissables à leurs chapeaux ou au drapeau arborant le dollar).

En bas à droite, un casque à pointe et une couronne royale évoquent le militarisme et le conservatisme de la société capitaliste. Celle-ci semble vouée à disparaître (son déclin est suggéré par la présence de corbeaux) face à l'avancée irrésistible du camp communiste dans le monde.

- Q° 3 p. 19

> La Déclaration d'indépendance des États-Unis, présentée au Congrès le 4 juillet 1776, constitue l'acte de naissance des États-Unis. Dans son préambule, dont nous avons ici des extraits, les droits fondamentaux de tout citoyen sont rappelés. Ce texte s'inspire de la philosophie des Lumières.

Il proclame l'égalité des droits et met en avant les libertés individuelles. Ce texte aborde les grands principes qui sont encore au cœur de la démocratie américaine durant la guerre froide : le gouvernement par consentement et le droit de résistance face à la tyrannie (en 1776, c'est le roi d'Angleterre qui est visé).

- Q° 4 p. 19

> Le rêve américain (ou American Dream) est l'idée selon laquelle n'importe quelle personne vivant aux États-Unis peut réussir socialement à force de travail, de courage et de volonté. Cette idée est à l'origine d'un fort courant migratoire vers les États-Unis aux XIXe et XXe siècles. Cette notion est associée à celle d'American way of life, qui renvoie à un mode de vie fondé sur la société de consommation. C'est le résultat attendu et espéré du modèle capitaliste, illustré par la photographie du document 4. Cette image publicitaire reflète l'idéal de vie de la middle class américaine : un pavillon individuel avec jardin et piscine, un couple avec deux enfants (dans laquelle visiblement la femme est cantonnée aux tâches domestiques) et une vie prospère agrémentée de loisirs.

- Q° 5 p. 19

➤ *Cette image figure sur la Une du premier numéro de Is this tomorrow, bande dessinée anticomuniste américaine publiée à partir de novembre 1947. Cette image représente six personnages en train de se battre devant un drapeau américain en feu. Un bandeau en dessous indique « America under communism ! ». L'image illustre donc la réalité du danger communiste en présentant une forme d'apocalypse. Le récit qui suit raconte l'histoire de la prise de contrôle progressive des États-Unis par des agents communistes infiltrés. Ce brûlot anticomuniste, diffusé par un éditeur de presse catholique et destiné aux enfants, a connu un succès considérable aux États-Unis à la fin des années 1940 (près de 4 millions d'exemplaires pour le premier numéro), reflet de l'adhésion des Américains à la politique d'endiguement du président Truman.*

- Q° 6 p. 19

➤ *Le modèle soviétique se caractérise par la toute-puissance de l'État, la collectivisation des moyens de production et un parti unique qui détient tous les pouvoirs. Derrière l'idéal d'une société sans classes se profile un système totalitaire où les libertés fondamentales ne sont pas respectées. Le modèle soviétique est copié dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est, qui deviennent des « satellites » de l'URSS (c'est-à-dire que leurs gouvernements doivent s'aligner sur les décisions prises à Moscou).*

- Q° 7 p. 19

➤ *L'idéal de liberté est au fondement du modèle politique américain. La démocratie libérale repose aussi bien sur la liberté d'expression que sur la liberté d'entreprendre. Le système capitaliste est fondé sur la propriété privée des moyens de production. Ces grands principes sont partagés par les pays européens alliés des États-Unis. Ils sont à l'opposé du fonctionnement des démocraties populaires. C'est pourquoi l'anticommunisme devient le ciment du bloc occidental.*

- Sous la forme que vous choisirez (carte mentale conseillée), extraire le plan très détaillé du cours p. 19.

C (0) – L'effondrement du communisme et la fin de la Guerre froide

- Expliquer les causes de l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et de l'éclatement de l'URSS.
- Évoquer le rôle de Gorbatchev dans les changements à l'Est.

- Q° 1 p. 27

➤ *Gorbatchev, arrivé au pouvoir en 1985 à Moscou, tente de réformer une URSS qui connaît une crise économique et politique profonde. Sa politique de réforme ou perestroïka concerne à la fois le domaine politique (davantage de liberté pour la presse, instauration d'un pluralisme politique) et le domaine économique (restitution de la terre aux paysans, libéralisation progressive des grandes entreprises d'État, ouverture d'un secteur privé pour les PME). La perestroïka, destinée à sauver le système communiste, a sans doute accéléré sa chute.*

- Q° 2 p. 27

➤ *La politique de Gorbatchev est en rupture avec celle de ses prédécesseurs dans la mesure où elle remet en cause certains principes valables depuis Staline comme la planification stricte et centralisée de l'économie. La perestroïka représente également une entorse au principe du collectivisme (en favorisant les exploitations agricoles individuelles et la création de PME dans l'artisanat, la restauration, etc.). Les réformes de Gorbatchev tendent aussi à affaiblir le rôle jusqu'ici dominant du Parti communiste. Toutefois, ses réformes ne visent pas à rapprocher l'URSS du modèle américain, mais au contraire à reconstruire le modèle soviétique (en s'inspirant notamment de la Nouvelle Politique Economique menée par Lénine au début des années 1920).*

- Q° 3 p. 27

➤ *En 1985, le caricaturiste allemand Fritz Behrendt représente le nouvel homme fort de Moscou, Mikhaïl Gorbatchev, comme un homme qui n'hésite pas à indiquer une nouvelle direction pour son pays en désaccord avec les figures tutélaires de l'Union soviétique, respectivement Karl Marx, Lénine et Joseph Staline. Il fait référence en cela à la perestroïka et à la glasnost (ou « transparence » – se traduisant par une plus grande liberté d'expression) voulues par Gorbatchev lorsqu'il devient le n° 1 soviétique en 1985.*

- Q° 4 p. 27

> L'URSS implose entre avril et décembre 1991, avec l'indépendance des États baltes (à l'exception de la Lituanie – qui avait pris son indépendance dès 1990), de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Moldavie, des États du Caucase et d'Asie centrale. La CEI (Communauté des États Indépendants), créée en décembre 1991, réunit 11 des 15 nouveaux nés de l'éclatement de l'URSS en 1990-1991.

Il s'agit toutefois d'une structure non contraignante (principalement consultative). La Fédération de Russie reste la principale puissance au sein de la CEI. En raison de l'éclatement de l'URSS (mais aussi de l'éclatement de la Yougoslavie), la carte politique de l'Europe de l'Est et de l'Asie a profondément changé au début des années 1990.

- Q° 5 p. 27

> Ce que l'on désigne habituellement sous le nom de « traité START » (pour Strategic Arms Reduction Treaty ou « Traité de réduction des armes stratégiques ») désigne en réalité deux traités : le traité START 1 signé en juillet 1991 entre l'URSS et les États-Unis et le traité START 2 signé en 1993 entre la Fédération de Russie et les États-Unis. Ces deux traités visent à réduire les arsenaux nucléaires soviétiques (puis russes) et américains. Dans les faits, le nombre d'ogives nucléaires a été divisé par deux aux États-Unis et trois en Russie entre 1991 et 2013. Ce traité START met fin à la course aux armements nucléaires entre les deux superpuissances qui était un élément central dans la guerre froide.

- Q° 6 p. 27

> 1989 est une année décisive dans la fin du conflit entre les deux blocs. En effet, les pays d'Europe de l'Est se séparent du bloc communiste en abandonnant le communisme. Ce processus a débuté au printemps et à l'été 1989 en Pologne et en Hongrie (deux pays qui ont organisé des élections libres, marquées par la défaite des communistes). Il s'est accéléré durant l'automne et l'hiver 1989, avec un événement marquant : la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 (prélude à la chute du régime communiste en RDA). L'année 1991 marque la fin définitive de la guerre froide avec la dissolution du pacte de Varsovie en juin 1991 et la disparition de l'URSS, entérinée en décembre 1991. Les États-Unis sortent vainqueurs par KO de la guerre froide.

- Sous la forme que vous choisirez (carte mentale conseillée), extraire le plan très détaillé du cours p. 27.

D (o) – Quel nouvel ordre mondial après la Guerre froide

- Montrer que la fin de la guerre froide favorise un réveil des nationalismes en Europe, visible à travers l'éclatement de la Yougoslavie.
- Expliquer les caractéristiques du nouvel ordre mondial né au début des années 1990 (renouveau de l'ONU, hyperpuissance des États-Unis, progrès de la construction européenne).

- Q° 1 p. 29

> Les opérations de maintien de la paix de l'ONU sont de plus en plus nombreuses depuis 1990.

On remarque qu'elles se concentrent principalement sur le continent africain (et d'abord en Afrique subsaharienne). Le Moyen-Orient et l'Asie du Sud sont également concernés. L'Europe est concernée par la mission de l'ONU en Ex-Yougoslavie et l'Amérique par plusieurs missions de l'ONU en Haïti.

Commentaire : L'ONU depuis 1990

Depuis 1990, deux éléments nouveaux ont eu des répercussions sur le fonctionnement de l'ONU.

La fin de la guerre froide a permis d'obtenir un consensus des grandes puissances dans certaines crises (et d'éviter le blocage lié au droit de veto au Conseil de sécurité). C'est le cas notamment lors de la crise du Koweït en 1990-1991. Cela a suscité des espoirs, parfois des illusions, quant aux possibilités nouvelles d'action de l'ONU. D'autre part, les menaces sur la paix dans le monde ont changé de nature. Le plus souvent intra-étatiques, les nouveaux conflits posent la question du droit d'ingérence, qui remet en cause le principe onusien du respect de la souveraineté des États. Très sollicitée dans les années 1990, l'ONU légitime des actions militaires menées par des forces multinationales au Koweït (Desert Storm, 1991), en Somalie (Restore Hope, 1993), au Rwanda (Turquoise, 1994), à Haïti (Restore Democracy). Toutefois, les faiblesses de l'ONU sont également révélées en Bosnie (massacre de Srebrenica en 1995). Les années 2000 sont marquées par une remise en cause du multilatéralisme onusien par le gouvernement de Georges Bush (démontrée lorsque les États-Unis et la Grande-Bretagne sont passés outre le feu vert de l'ONU pour intervenir en Irak en 2003). Le serpent de mer de la « réforme de l'ONU » revient au premier plan, à travers plusieurs

dossiers : l'élargissement du Conseil de Sécurité à de nouveaux membres (africain, latino-américain et asiatique) ou encore la coopération de l'ONU avec des organisations régionales (notamment l'OTAN, qui fait de plus en plus figure de « bras armé » de l'ONU).

- Q° 2 p. 29

> Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis sont la seule puissance capable d'intervenir militairement partout dans le monde. Le document 1 montre ainsi que les interventions américaines depuis 1991 concernent une large partie du globe – des Caraïbes au Moyen-Orient. Toutefois, selon le président Clinton en 1997, les États-Unis n'ont pas vocation à être « les gendarmes du monde ». Cette déclaration tempère l'idée selon laquelle il y aurait une « pax americana » dans les années 1990. Les interventions de la première puissance mondiale sont sélectives et répondent à la fois à des impératifs politiques (soutien d'un allié, défense de la démocratie) et économiques (enjeu pétrolier au Koweït ou en Irak par exemple). Cet « unilatéralisme » américain est renforcé par les décisions du gouvernement Bush après les attentats du 11 septembre 2001.

- Q° 3 p. 29

> En 1991, la guerre éclate dans une Yougoslavie en voie de dislocation. Pour tenter de rétablir la paix, l'ONU décide en 1992 de l'envoi d'une force internationale, la Forpronu, qui sera présente notamment à Sarajevo, ville à majorité bosniaque-musulmane, assiégée durant plus de trois ans par les milices serbes de Bosnie.

Toutefois, la FORPRONU est neutre entre les belligérants et les casques bleus ne sont là que pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire. La photographie illustre l'impuissance de l'ONU en Bosnie, incapable de mettre fin aux violences (y compris contre les civils). Seule l'intervention des États-Unis (à travers l'OTAN) aboutira sur un règlement du conflit en 1995 (accords de Dayton en novembre 1995).

- Q° 4 p. 29

> Le traité signé le 7 février 1992 à Maastricht jette les bases d'une nouvelle architecture européenne.

Il établit une « Union européenne » qui réunit en son sein à la fois les Communautés européennes (CEE , CECA, EURATOM) ainsi que de nouveaux domaines

de coopération entre les États (coopération en matière de politique étrangère avec la PESC, coopération judiciaire). Le traité de Maastricht inaugure également une « citoyenneté européenne » qui passe concrètement par un droit de circulation et de séjour libre sur le territoire des États membres, un droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales ainsi qu'à l'élection au Parlement européen pour tout citoyen de l'Union résidant dans un État-membre. Le traité de Maastricht crée enfin une Union Économique et Monétaire, à l'origine de l'euro quelques années plus tard (2002).

- Q° 5 p. 29

> Au début des années 1990, les États-Unis sont la seule puissance capable d'intervenir partout dans le monde, cumulant tous les atouts - économiques, politiques et militaires. La guerre du Golfe en 1991 démontre la puissance de l'armée américaine. Avec un mandat de l'ONU, les États-Unis et leurs alliés repoussent les troupes irakiennes qui avaient envahi le Koweït. En 1995, les États-Unis interviennent également en Bosnie pour mettre fin à quatre années de guerre, réussissant là où la diplomatie européenne avait échoué. Toutefois, les interventions américaines sont sélectives. Les Américains ne souhaitent pas jouer le rôle de « gendarmes du monde », c'est-à-dire de gardien de la paix dans le monde : ils n'interviennent que là où leurs intérêts sont menacés.

- Sous la forme que vous choisirez (carte mentale conseillée), extraire le plan très détaillé du cours p. 29.

E (o) – Nouveaux rapports de force au début du XXIe siècle

- Comprendre l'importance des attentats du 11 septembre 2001 à la fois comme rupture pour la politique étrangère américaine et comme révélateur de nouvelles menaces.
- Penser l'émergence de nouveaux rapports de force dans le monde, entre le rôle toujours majeur des États-Unis, la montée en puissance de la Chine et les difficultés de l'Union Européenne.

- Q° 1 p. 31

> Les attentats du 11 septembre 2001 ont été qualifiés « d'événement-monde » par certains analystes (notamment l'historien Jean-François Sirinelli) en raison de leur diffusion quasi instantanée sur l'ensemble de la planète. L'écho de cet événement a raisonné en effet bien au-delà des seuls États-Unis, en raison de l'objectif principal touché par les terroristes (le World Trade Center – deux tours symboles de New York) et des nouveaux moyens de communication (internet et les chaînes d'information télévisées en continu comme CNN) qui ont permis de suivre l'événement en direct dans le monde entier.

- Q° 2 p. 31

> D'après le politiste américain Stanley Hoffmann, le 11 septembre 2001 est un tournant car il révèle l'ampleur du sentiment anti-américain dans certaines parties du globe. Selon lui, les Américains ont pris conscience avec cet attentat spectaculaire que leur force d'attraction n'est pas sans faille et que leur hégémonie depuis la fin de la guerre froide a pu attiser le mécontentement de ceux qui n'ont pas bénéficié du nouvel ordre mondial promu par les États-Unis.

- Q° 3 p. 31

> Le 11 septembre 2001 a modifié les priorités de la politique étrangère américaine. Cet attentat, revendiqué par l'organisation terroriste islamiste Al-Qaïda, a conduit le président américain Georges Bush à déclarer le 20 septembre 2001 que les États-Unis étaient en guerre contre le terrorisme. Cette guerre d'un genre nouveau consiste à traquer les réseaux terroristes n'importe où dans le monde et par tous les moyens, y compris à l'intérieur même des États-Unis. Les pays accueillant sur leur sol des terroristes sont considérés comme des ennemis. Au nom de la « guerre contre le terrorisme », les États-Unis vont prendre la tête d'une coalition internationale à la fin de l'année 2001 pour renverser le régime islamiste des Talibans en Afghanistan (un régime qui hébergeait Ben Laden, le chef d'Al-Qaïda).

- Q° 4 p. 31

> Hong Kong est une ancienne colonie britannique, rétrocédée à la République populaire de Chine en 1997. « Région administrative spéciale », elle bénéficie d'une certaine autonomie au sein de la Chine. C'est aujourd'hui la ville la plus riche de Chine. La photographie aérienne qui nous est présentée montre le quartier d'affaires de Hong

Kong (ou CBD). Elle reflète l'importance de la ville comme un pôle financier et commercial. Les gratte-ciels sont nombreux à Hong Kong.

Ils reflètent la réussite économique de cette métropole de 7 millions d'habitants.

Leur présence s'explique également par l'exiguïté de l'île qui oblige à construire en hauteur. En arrière-plan, on peut reconnaître le port de Hong Kong, qui est l'un des premiers ports mondiaux.

- Q° 5 p. 31

> Le programme nucléaire iranien inquiète la communauté internationale depuis le début des années 2000. En effet, un Iran nucléarisé serait une menace pour ses voisins – et en particulier pour Israël, désigné par les dirigeants iraniens comme un ennemi à abattre. Cela pourrait contribuer à renforcer les tensions avec d'autres puissances régionales, telle l'Arabie Saoudite. Enfin, la détention de l'arme nucléaire par un régime islamiste et anti-occidental représente indirectement une menace pour les États-Unis et les États européens.

Commentaire : *Le programme nucléaire iranien, officiellement à vocation civile, a commencé sous le règne du Shah dans les années 1970 (avec le soutien de la France notamment). Il a été interrompu durant les années 1980 en raison des troubles révolutionnaires et de la guerre Iran-Irak, avant de reprendre progressivement dans les années 1990. Dans sa dimension civile, ce programme permettrait à l'Iran d'assurer son indépendance énergétique. L'Iran connaît en effet des difficultés dans ce domaine : pays très riche en pétrole, il dispose cependant de faibles capacités de raffinage. La dimension militaire de ce programme est niée par les dirigeants iraniens, l'Iran étant signataire du Traité de Non Prolifération (et soumise à ce titre à des inspections de l'AIEA).*

C'est à partir de 2002 (rapport de l'AIE A) et surtout après 2005 (arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad), que les Occidentaux ont commencé à s'inquiéter des projets de Téhéran. L'acquisition de l'arme nucléaire renforcerait en effet le régime islamiste et risquerait de déstabiliser le Moyen-Orient. Toutefois, la communauté internationale est divisée sur l'attitude à adopter vis-à-vis du programme nucléaire iranien. Russes et Européens cherchent avant tout une issue diplomatique.

Les Israéliens, directement menacés, sont déterminés à empêcher l'Iran d'accéder à la bombe nucléaire, si nécessaire en bombardant les installations nucléaires iraniennes. Mais les Américains ne leur ont pas donné jusqu'ici le feu vert.

- Q° 6 p. 31

> En réaction aux attentats du 11 septembre 2001, le président américain Georges W. Bush a lancé une « guerre mondiale contre le terrorisme ». Dans le cadre de cette guerre, les États-Unis et leurs alliés sont intervenus tout d'abord en Afghanistan en 2001 pour renverser le régime islamiste des Talibans, qui protégeait Al Qaïda. En 2003, malgré les critiques de la France et de l'ONU, les États-Unis ont envahi l'Irak, suspecté -à tort- de cacher des armes de destruction massive et de soutenir Al Qaïda.

- Sous la forme que vous choisirez (carte mentale conseillée), extraire le plan très détaillé du cours p. 31.

- Recopier le schéma de synthèse p. 33

F (O) – Le Moyen-Orient et le pétrole : La montée en puissance des enjeux pétroliers depuis 1945 (1)

✍ Tous les élèves doivent faire toutes les Q° des fiches F **et** G **et** H.

✍ Ensuite, par groupe, faire puis présenter une affiche illustrant le bilan de la fiche F **ou** G **ou** H.

Le Moyen-Orient et le pétrole : après avoir étudié le rôle essentiel joué par « l'or noir » dans l'évolution de la place du Proche-Orient dans les relations internationales, on analyse les enjeux stratégiques actuels liés au pétrole dans la région.

- Appréhender le Moyen-Orient dans sa géographie et dans les grandes lignes de son évolution politique depuis 1945.
- Comprendre en quoi le Moyen-Orient est une région stratégique dans l'espace mondial en raison de ses ressources en hydrocarbures.
- Réfléchir sur les effets du pétrole sur les États du Moyen-Orient et sur leur capacité à affirmer ou non leur souveraineté face aux grandes puissances.

- Q° 1 p. 39

➤ « L'or noir » est une expression communément utilisée pour désigner le pétrole. Le noir renvoie à la couleur du pétrole brut. L'or est un métal précieux. Quand Hergé choisit d'intituler le quinzième épisode de sa série « Tintin au pays de l'Or Noir », il souhaite évoquer l'attrait du pétrole du Moyen-Orient après 1945. Ce pétrole est convoité par de grandes compagnies occidentales (les « majors »). Le document 3 nous confirme la valeur considérable du pétrole, qui ne cesse de croître entre 1945 et 2010 (surtout depuis les années 1970).

- Q° 2 p. 39

➤ Premier ministre iranien, à la tête d'un gouvernement nationaliste, le docteur Mossadegh, décide en 1951 la nationalisation de l'Anglo-Iranian Petroleum Company (A.I.O.C.), compagnie pétrolière à capitaux britanniques exploitant le pétrole iranien. Le gouvernement iranien, en prenant possession de la production pétrolière du pays, espère que les revenus tirés de la vente du pétrole bénéficieront davantage à la population iranienne. L'Iran est aussi à l'époque l'enjeu d'une lutte d'influence entre les États-Unis et l'URSS. En nationalisant une industrie stratégique, l'Iran semble s'inspirer du modèle communiste et s'éloigner du camp occidental. C'est la raison pour laquelle, d'après le document 2, les États-Unis vont prendre position contre Mossadegh et son gouvernement. Un rapprochement entre l'Iran et l'URSS menacerait en effet l'approvisionnement en pétrole des pays occidentaux. C'est pourquoi durant l'été 1953 la CIA a cherché à déstabiliser Mossadegh, qui est finalement renversé en août, arrêté et remplacé par le Général Zahedi (favorable aux intérêts occidentaux). En 1954, un consortium américano-britannique est créé pour gérer la production pétrolière de l'Iran.

- Q° 3 p. 39

➤ Le rôle des États-Unis dans le renversement de Mossadegh est longtemps resté secret. Ce n'est qu'en 2000, suite à la publication d'archives de la CIA (dont nous avons ici des extraits), que la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright a reconnu officiellement le rôle des États-Unis dans l'organisation et le soutien financier du coup d'État de 1953. Ce rapport révèle l'importance du contexte de guerre froide, autant que le poids de la question pétrolière, dans les motifs qui ont justifié l'intervention de la CIA.

- Q° 4 p. 39

> Le document 3 met en évidence un contraste entre la période 1945-1973 – au cours de laquelle le prix du pétrole brut est bas (inférieur à 3 \$ le baril) et ne varie guère, et la période allant de 1973 à 2001 – marquée par un pétrole relativement cher et dont le cours est instable (variant entre 12 \$ et 35 \$ le baril). La période la plus récente (post-2001) est marquée par une hausse quasi-continue du prix du pétrole qui atteint des niveaux très élevés (110 \$ le baril en 2011). Ces variations du prix du pétrole s'expliquent par des facteurs économiques (loi de l'offre et de la demande), techniques (investissements de plus en plus coûteux pour extraire le pétrole) et politiques. La situation géopolitique du Moyen-Orient est ainsi un élément essentiel pour comprendre la courbe de l'évolution du prix du pétrole. Plusieurs hausses brutales des prix du pétrole correspondent ainsi à des événements régionaux, telle la guerre du Kippour en 1973, la guerre Iran-Irak en 1980, les deux guerres du golfe (1991 et 2003) et le printemps arabe (2011).

- Bilan

> Le pétrole est devenu un enjeu géopolitique mondial après 1945 en raison de la dépendance croissante des sociétés développées vis-à-vis de cette matière première. Le pétrole est en effet la source d'énergie fondamentale des Trente Glorieuses et elle reste très importante encore aujourd'hui. Le Moyen-Orient étant la région du monde où se trouvent les principales réserves pétrolières mondiales, elle est au centre de l'attention des grandes puissances depuis 1945. La première d'entre elles, les États-Unis, y a des intérêts majeurs. C'est ce qui explique pourquoi la CIA est intervenue en 1953 pour renverser le gouvernement d'un grand pays producteur de pétrole, l'Iran, car celui-ci menaçait de se rapprocher de l'URSS et de se fermer aux pays occidentaux.

G (0) – Le Moyen-Orient et le pétrole : Le pétrole, un enjeu et une arme dans les conflits au Moyen-Orient (2)

- Q° 1 p. 40

> Le pétrole devient une arme politique dans les mains des principaux pays producteurs à partir des années 1970, car ces derniers ont désormais le contrôle sur la production et la vente de leur pétrole brut et sont capables de s'entendre pour harmoniser le prix de vente et les quantités vendues. Ceci est rendu possible par la nationalisation du pétrole dans certains pays du Moyen-Orient (par exemple en Irak en

1972 et en Libye en 1973) et par la coopération des pays producteurs dans le cadre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), créée en 1960.

Cette arme pétrolière est théorisée par certains experts arabes, comme l'indique le document 1.

Elle est particulièrement efficace dans un contexte où la demande mondiale en pétrole dépasse l'offre – ce qui est le cas dans les années 1970. L'arme pétrolière est ainsi utilisée lors de la guerre du Kippour en 1973. Les pays producteurs arabes du Moyen-Orient exercent alors un chantage au prix et aux quantités offertes à l'égard des pays industrialisés qui soutiennent Israël contre la « nation arabe ».

- Q° 2 p. 40

> Sur cette caricature, les États arabes producteurs de pétrole sont représentés collectivement à travers le personnage assis à gauche sur une sorte de trône (suggérant sa richesse) et portant la tenue traditionnelle arabe (longue robe et keffieh couvrant la tête). Celui-ci tient dans sa main une pompe à essence qu'il braque sur des dirigeants occidentaux apeurés (en position debout).

Entre les personnages, on reconnaît une table (représentant la « table de négociation »). Cette caricature cherche à montrer que les États producteurs de pétrole sont désormais en position de force dans leurs négociations avec les États occidentaux, qui ne contrôlent plus le pétrole du Moyen-Orient.

- Q° 3 p. 40

> C'est l'armée irakienne qui lance le 22 septembre 1980 plusieurs raids sur le territoire iranien, sans déclaration de guerre.

- Q° 4 p. 40

> En engageant une guerre contre son voisin iranien, Saddam Hussein vise notamment la région du Chott-el-Arab. Il s'agit d'une région à cheval entre le sud de l'Irak et de l'Iran, qui regroupe des populations arabophones et présente un intérêt stratégique car elle possède d'importantes ressources pétrolières.

Commentaire : La guerre Iran-Irak (1980-1988)

Le conflit entre l'Iran et l'Irak est une guerre aux racines et aux motivations complexes. Dès les années 1970, les tensions sont vives entre le Shah et l'Irak baasiste.

À ce substrat de tensions s'ajoute la révolution islamique de 1979. Saddam Hussein pense alors que la chute du Shah a désorganisé le potentiel militaire iranien. Il se saisit de l'occasion pour lancer l'armée irakienne en septembre 1980 dans plusieurs raids visant à « libérer les Arabes » présents dans le Chott-el-Arab (une région riche en pétrole). Mais les troupes iraniennes, épaulées par des Pasdarans, les miliciens de la Révolution islamique, résistent à l'offensive irakienne. Le conflit s'enlise dans une guerre de position et s'internationalise. La plupart des pays occidentaux et des pays arabes prennent fait et cause pour l'Irak, même si aucun ne souhaite offrir une victoire écrasante à Saddam Hussein.

L'Iran s'appuie de son côté sur une stratégie de déstabilisation par le terrorisme (en suscitant la création du Hezbollah libanais en 1982). Après une dernière offensive iranienne en 1987, qui échoue, les deux pays épuisés décident de revenir à la situation qui prévalait avant la guerre. Le bilan est lourd : près de 250 000 Irakiens, entre 600 000 et un million d'Iraniens (enfants-soldats compris) sont morts (selon les estimations les plus basses).

- Bilan

➤ Le pétrole devient une arme pour les pays producteurs à partir des années 1970, lorsque ces derniers prennent le contrôle de la ressource et s'entendent pour faire augmenter son prix de vente (dans un contexte où la demande excède l'offre). Ainsi, en 1973, lors de la guerre du Kippour, les pays arabes producteurs de pétrole sont en mesure d'exercer une pression sur les pays occidentaux pour qu'ils cessent de soutenir Israël. Si la guerre tourne malgré tout à l'avantage d'Israël, les pays arabes vont s'enrichir dans les années suivantes grâce à la hausse des prix du pétrole. L'attrait pour les « pétrodollars » va alimenter les rivalités entre les pays du Moyen-Orient. La guerre Iran-Irak (1980-1988) trouve ainsi en partie ses origines dans le conflit opposant les deux pays pour le contrôle d'une région frontalière riche en pétrole, le Chott-al-Arab.

H (0) – Le Moyen-Orient et le pétrole : le pétrole du Moyen-Orient au cœur d'enjeux internationaux (3)

- Q° 1 p. 41

➤ Dans de nombreux pays occidentaux, l'invasion de l'Irak par les États-Unis (et par leurs alliés, notamment la Grande-Bretagne) en mars 2003 a provoqué

d'importantes manifestations hostiles à cette intervention. Parmi les slogans récurrents des manifestants, on retrouve l'idée selon laquelle les États-Unis ont menti sur l'objectif principal de cette opération, qui n'était pas d'empêcher l'Irak de détenir des armes de destruction massive mais de faire main basse sur les ressources pétrolière du pays (qui détient les 4e réserves mondiales de pétrole). En réalité, les objectifs de l'intervention américaine étaient multiples. La dimension politique prime : cette intervention visait à chasser du pouvoir le dictateur Saddam Hussein et devait être la première étape d'un remodelage du « Grand Moyen-Orient ».

- Q° 2 p. 41

> Les États-Unis conservent une influence au Moyen-Orient au début du XXIe siècle à travers les alliances politiques et militaires qu'ils entretiennent avec plusieurs États de la région. L'alliance israélo-américaine est la plus solide et la plus durable. Mais les États-Unis sont présents également militairement en Turquie (à travers les bases de l'OTAN), en Irak depuis 2003 (les États-Unis y maintiennent des bases encore après leur retrait officiel en 2011), dans les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, EAU, Oman). Le retrait complet des troupes américaines d'Afghanistan est prévu en 2014 (mais là encore certaines bases devraient être maintenues). Les États-Unis accordent également une aide financière et militaire à l'Égypte et à la Jordanie, depuis que ces deux pays ont normalisé leurs relations avec Israël à la fin des années 1970 et dans les années 1980. Enfin, « l'amitié spéciale » entre les États-Unis et le Pakistan existe toujours officiellement et se traduit par une aide financière et militaire américaine. Mais les relations sont tendues entre les deux pays depuis 2001 en raison de la lutte menée par les États-Unis contre les Talibans (y compris dans les régions pakistanaïses frontalières de l'Afghanistan).

- Q° 3 p. 41

> La Chine, nouveau géant économique et puissance politique émergente s'intéresse au Moyen-Orient, à l'instar des autres grandes puissances. Sa croissance économique la rend en effet de plus en plus dépendante des importations de pétrole en provenance de cette région. La Chine cherche d'abord à élargir ses fournisseurs à d'autres pays que l'Iran (le pays de la région avec lequel elle entretient les meilleures relations). En tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine a également

son mot à dire dans les conflits au Moyen-Orient. C'est le cas notamment du conflit israélo-palestinien, dans lequel elle soutient la reconnaissance d'un État palestinien.

- Q° 4 p. 41

> Le pétrole du Moyen-Orient soulève d'abord un enjeu économique majeur – celui de la dépendance des grands pays industrialisés vis-à-vis d'une ressource détenue principalement par quelques pays producteurs du Moyen-Orient. Cette dépendance économique a des conséquences politiques. En effet, pour sécuriser leur approvisionnement en pétrole, les pays occidentaux – en premier lieu les États-Unis – doivent veiller au maintien de la stabilité régionale et éviter l'émergence de régimes qui leur seraient hostiles au Moyen-Orient.

- Bilan

> Au début du XXIe siècle, le pétrole du Moyen-Orient revêt toujours une importance économique majeure à l'échelle mondiale. En effet, s'il représente seulement un quart de la production mondiale, c'est au Moyen-Orient que se trouvent 60 % des réserves de pétrole connues dans le monde.

Les pays occidentaux ne sont désormais plus les seuls à s'intéresser au pétrole du Moyen-Orient.

La Chine en particulier fait figure de nouveau venu dans la région. Pour les pays du Moyen-Orient, la rente pétrolière est un instrument d'affirmation sur la scène internationale, même si elle ne suffit pas à leur assurer un développement durable.

- Sous la forme que vous choisirez (carte mentale conseillée), extraire le plan très détaillé du cours p. 42.

- Par groupe, faire puis présenter une affiche illustrant le bilan de la fiche F ou G ou H.